

## Nouvelles locales du vendredi 03 juillet 2015

@rib News, 03/07/2015 ĩ CoopĀration Les Pays-Bas ne reconnaissent pas les Ālections du 29 juin et du 15 juillet, et menace d'abroger dĀfinitivement l'aide directe au gouvernement si Nkurunziza prĀte serment pour un troisiĀme mandat ! Entretemps, le gouvernement nĀerlandais vient de suspendre l'appui Ā la rĀforme de l'armĀe et de la police. Quand la Hollande dit "abroger dĀfinitivement", cela signifie qu'elle ne reviendrait plus aprĀs cette dĀcision, mĀme avec un gouvernement sans Nkurunziza. Il yĀ a cinq ans, la Hollande avait diminuĀ drastiquement la liste de pays partenaires et le Burundi avait ĀtĀ sauvĀ de justesse (16Āme sur 16 pays). Une grave menace qui intervient alors que le pays souffrait dĀjĀ d'une carence de partenaires internationaux. Nous avons trĀs peu de partenaires bilatĀraux.

ĩ Politique - Plus de 5 jours aprĀs des Ālections, on ne connaît pas encore qui sont membres des conseils communaux et les Ālus du peuple. Les Ālections se sont dĀroulĀes au dĀbut de la semaine mais sauf quelques provinces qui ont dĀjĀ rendus publiques les rĀsultats provisoires, beaucoup de Commissions Ālectorales Provinciales IndĀpendantes nĀont pas encore terminĀ le travail de dĀpouillement. Certains partis politiques de la mouvance estime que les Ālections ont ĀtĀ bien organisĀes et se sont dĀroulĀes dans la transparence. Mais du cĀtĀ de lâ€™opposition dĀnoncent un scrutin trĀs mal organisĀ. Ils rappellent la dĀmission de deux membres de la Commission Electorale Nationale IndĀpendante qui ont ĀtĀ remplacĀs sans consensus avec le retrait de lâ€™Āglise catholique qui a entraĀ dĀmission des membres des CEPI et CECI. Pour lâ€™opposition certains membres des CECI et bureaux de vote ont ĀtĀ remplacĀs le jour mĀme du scrutin ce qui tĀmoigne que ces Ālections sont mal organisĀes intentionnellement par le parti au pouvoir en collaboration avec la Commission Electorale Nationale IndĀpendante. - Pour Pierre Claver Ndayicariye prĀsident de la CENI, le retard dans la publication des rĀsultats sĀexpliquent par le fait quĀon a combinĀ fois les Ālections communales et IĀgislatives ce qui fait un travail double. Selon le prĀsident de la CENI, aujourdĀhui le CEPI sont en train de faire le dĀpouillement pour terminer le travail. A partir de ce vendredi, les chiffres des rĀsultats provisoires communaux seront publiĀs et ceux qui ont des plaintes peuvent commencer Ā les dĀposer auprĀs des CEPI et la Commission Electorale Nationale IndĀpendante va valider en derniĀre position les rĀsultats des Ālections communales et les IĀgislatives seront validĀs par la cour constitutionnelle. - Quelques provinces connaissent pourtant les rĀsultats. Le CNDD-FDD vient largement en tĀte suivi par les indĀpendants Amizero yĀAbarundi. CĀest le cas de province de Muramvya dont voici les rĀsultatsĀ : le CNDD-FDD 59%, Amizero yĀAbarundi 6%, Uprona 3%, Frodebu Nyakuri moins de 1%. Le taux de participation est de 84%. CĀest aussi Kayanza oĀ1 le CNDD-FDD a 77%, Ā Amizero yĀAbarundi 9% et Karuzi: le CNDD-FDD a eu 84%, Amizero yĀAbarundi 6%, lâ€™ADC-Ikibiri 1% et Uprona moins de 1%. Le taux de participation est de 89%.

- DĀclaration de la sociĀtĀ civile Ā la suite de la mascarade Ālectorale du 29 juin et de l'attaque de Mutakura du 1er juillet 2015. Les organisations signataires condamnent le forcing Ālectoral du PrĀsident Nkurunziza qui est une voie sans issue empruntĀe dans le mĀpris total de lâ€™Accord dĀArusha, de la Constitution et pertinentes dĀcisions prises par la CommunautĀ Est africaine ainsi que lâ€™Union Africaine. Elle affirme quĀelle constate amĀremment queĀ le PrĀsident Nkurunziza vient de mettre Ā exĀcution un coup dĀEtat Constitutionnel et dĀenterre acquis de la jeune dĀmocratie burundaise. Elle ajoute quĀelle est fortement prĀoccupĀe par les menaces profĀres contre les opposants au troisiĀme mandat du PrĀsident Nkurunziza, dĀnonce un plan dĀextermination des habitants et de destruction des quartiers contestataires, et condamne les exĀcutions sommaires des opposants au troisiĀme mandat par des agents de lâ€™Etat. Elle condamne en outre fermement lâ€™attaque policiĀre du 1er juillet 2015 Ā Mutakura qui aura fait une dizaine de morts. Elle est indignĀe par des informations indiquant que lâ€™attaque Ātait conduite par le GĀnĀral Adolphe Nshimirimana, chargĀ de missions Ā la prĀsidence de la RĀpublique, qui ne relĀve dĀaucune commandement des forces de sĀcuritĀ. La sociĀtĀ civile burundaise dĀclare quĀelle ne reconnaĀtra ni les rĀsultats les institutions qui seraient issus dĀune Ālection tronquĀe dans tous les sens et que seuls Nkurunziza et ses complices en rĀpondront devant le peuple burundais. Elle dĀclare nĀanmoins Ātre prĀte au dialogue Ā condition dĀexclure toute solution permettant un troisiĀme mandat au PrĀsident Pierre Nkurunziza et appelle toutes les forces vives de la Nation Ā se mettre ensemble sans tarder pour trouver une alternative dĀmocratique Ā la crise actuelle. Elle appelle enfin la communautĀ internationale Ā envisager, en vertu de la responsabilitĀ de protĀger, une intervention rapide au Burundi pour protĀger la population menacĀe par un prĀsident devenu de facto chef de milice Imbonerakure, pour la dĀsarmer et arrĀter ses chefs ; et prĀvenir la commission de crimes internationaux.